

L'article 52 du Règlement

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je dirai au ministre que nous n'avons pas un gouvernement présidentiel où les ministres ne sont présents que quand ils le veulent bien. Nous avons un gouvernement parlementaire, et le ministre se doit d'écouter.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): S'il avait d'autres engagements ce soir, il aurait dû les annuler ou les reporter. Il est question d'une tragédie environnementale, et le ministre devrait être ici pour écouter les députés.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver-Quadra): Il est rare que je dise que des ministres s'absentent ou que le premier ministre (M. Mulroney) est absent alors qu'il devrait parler de questions importantes. . .

M. Charest: Ou que vous mentionniez un certain jour où vous avez été absent.

M. Turner (Vancouver-Quadra): Quand je dois me présenter à la Chambre, je le fais, et ce ministre devrait être avec nous ce soir.

Ce n'est évidemment pas la première fois que ce genre d'incident se produit. Le 22 décembre, il y a eu un déversement de pétrole au large de l'État de Washington. Cette catastrophe a eu plus tard des répercussions néfastes sur les oiseaux et le poisson du littoral de l'Île de Vancouver. A l'époque, en dépit des quelques encouragements du ministre des Pêches—nous verrons ce que le ministre des Transports a à dire et tant mieux si le ministre de l'Environnement se pointe—le gouvernement du Canada n'a rien fait du tout. Il ne voulait pas. Sans les habitants de cette région, nous aurions eu aussi un désastre sur les bras à l'époque, et les ministres concernés ne l'ignorent pas.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, le ministre des Pêches vient de faire un discours très complaisant. Il a dit que vu la nature des courants et des marées dans cette région nous n'avons rien à craindre. Je suis beaucoup plus enclin à m'en remettre à l'opinion du député de Skeena (M. Fulton), qui connaît personnellement la région et sa géographie, et s'est reporté à des cartes.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je crois effectivement que s'il y avait un changement de direction du vent et si les marées se conjugaient au vent, la nappe pourrait

franchir la bande côtière de l'Alaska et parvenir jusqu'à la côte de Colombie-Britannique, après avoir pollué les îles du Prince-de-Galles et les îles de la Reine-Charlotte. Ce n'est pas du tout impossible vu la quantité de pétrole déversée.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je considérerai donc la menace comme réelle. Ceux qui ont eu l'occasion, comme ma femme Geills et moi, ainsi que de nombreux habitants de la Colombie-Britannique comme vous, monsieur le Président, de visiter les îles du Prince-de-Galles et de la Reine-Charlotte pour voir les bijoux inestimables que recèle notre pays savent qu'on y trouve une des vies marines les plus riches du monde.

J'ai eu la chance de sillonner la spectaculaire côte ouest de la Colombie-Britannique et de l'Alaska et d'en admirer les paysages spectaculaires. C'est l'un des trésors environnementaux du monde. On y trouve d'innombrables îres de nidification qui reçoivent des centaines d'espèces d'oiseaux. La vie marine est d'une diversité inouïe. Elle comprend des dizaines d'espèces de baleines ainsi que l'otarie de Steller. Les ressources halieutiques sont illimitées. La région a été habitée pendant 6 000 ans par les Haidas qui ont été décimés au milieu du XIX^e siècle par une épidémie de variole apportée par un navire en provenance de San Francisco et qui se dirigeait vers la péninsule de l'Alaska. Quoi qu'il en soit, la région vaut la peine d'être protégée. La question est importante pour les Canadiens et nous avons raison de la débattre à la Chambre ce soir. Je félicite le député de Skeena de l'avoir posée.

Des voix: Bravo!

• (2050)

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, nous voulons tous des retombées économiques favorables, de bons emplois et la meilleure mise en valeur possible des ressources canadiennes. La leçon à tirer de ce débat, c'est qu'il n'y aura pas de croissance économique si nous empoisonnons nos poissons, si nous détruisons nos saumons et si nous contaminons nos harengs. Les touristes ne viendront pas si nos eaux et nos plages sont polluées. Je crois que, malgré toutes les belles paroles du discours du Trône, nous tous à la Chambre des communes acceptons le mot d'ordre en matière d'environnement, soit l'idée de développement durable.

Chacun des députés connaît le mot d'ordre en matière d'environnement, que j'ai répété à plusieurs reprises. Il y a trois ou quatre ans, Geills et moi avons eu l'occasion de rencontrer les quatre chefs de la nation haïda lors d'un potlatch, illégal en vertu de la Loi sur les Indiens.